

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir n° 1-00-195 du 14 moharrem 1421 (19 avril 2000)
portant promulgation de la loi organique n° 14-00
modifiant et complétant la loi organique n° 7-98
relative à la loi de finances.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 26 et 58 (dernier alinéa) ;

Vu la décision du conseil constitutionnel n° 389-2000 du 13 moharrem 1421 (18 avril 2000) déclarant conformes à la Constitution les dispositions de la loi organique n° 14-00 modifiant et complétant la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi organique n° 14-00 modifiant et complétant la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

Fait à Rabat, le 14 moharrem 1421 (19 avril 2000).

Pour contresigner :

Le Premier ministre,

ABDERRAHMAN YOUSOUFI.

*

* *

Loi organique n° 14-00
modifiant et complétant la loi organique n° 7-98
relative à la loi de finances

Article premier

Les dispositions des articles 6, 9 (3^e alinéa), 12, 22 (1^{er} et 2^e alinéas), 27, 28, 35 (1^{er} alinéa), 38 et 39 de la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances promulguée par le dahir n° 1-98-138 du 7 chaabane 1419 (26 novembre 1998) sont modifiées comme suit :

« Article 6. – L'année budgétaire commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année. »

« Article 9 (3^e alinéa). – Toutefois, certaines recettes peuvent être affectées à certaines dépenses. Ces affectations peuvent être effectuées dans le cadre des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome, de comptes spéciaux du Trésor ou de procédures comptables particulières telles que prévues à l'article 22 ci-dessous. »

« Article 12. – Les charges de l'Etat comprennent :

« – les dépenses du budget général ;

« – les dépenses des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome ;

« – les dépenses des comptes spéciaux du Trésor. »

« Article 22 (1^{er} alinéa). – Les fonds versés

« au budget général, aux budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome ou aux comptes spéciaux

« la loi de finances.

« (2^e alinéa). – Toutefois, lorsque le produit du don octroyé ne peut être versé préalablement au budget général, aux budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome ou aux comptes spéciaux du Trésor pour permettre

(La suite sans modification)

« Article 27. – La loi de finances comprend deux parties :

« La première partie arrête les données générales de l'équilibre financier et comporte :

« – ;

« – ;

« – ;

« – l'évaluation globale des recettes du budget général, des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des catégories des comptes spéciaux du Trésor ;

« – les plafonds des charges du budget général, par titre, de l'ensemble des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome groupées par dépenses d'exploitation et dépenses d'investissement et des comptes spéciaux du Trésor, par catégorie.

« La deuxième partie arrête :

« – par chapitre, les dépenses du budget général ;

« – par service, les dépenses des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome ;

« – et par compte, les dépenses des comptes spéciaux du Trésor. »

« Article 28. – Les ressources du budget général sont présentées en chapitres subdivisés, s'il y a lieu, en articles et paragraphes.

« Les ressources des services de l'Etat gérés de manière autonome sont présentées par services groupés selon les départements ministériels ou institutions auxquels ils sont rattachés. »

« Article 35 (1^{er} alinéa). – Conformément aux dispositions de l'article 50 de la Constitution, si au 31 décembre, la loi de finances de l'année n'est pas votée ou n'est pas promulguée
«
« budgétaires soumises à approbation. »

« Article 38. – Les évaluations de recettes font l'objet d'un vote d'ensemble pour le budget général et les budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et d'un vote par catégorie pour les comptes spéciaux du Trésor. »